

Ortzadar

Arc en Ciel

avec les alternatifs, les écologistes, les autogestionnaires...

Non aux LGV!

Assez de projets destructeurs!

Tous à Hendaye-Gare!

Le samedi 23 janvier
à 16 heures

L'équipe d'Ortzadar
vous souhaite une
Bonne Année 2010

BIMESTRIEL - 2,30€

N° 136
JANVIER / FÉVRIER 2010

ISSN 0998 - 2787



2. Infos en Vrac

3. LGV et autres : assez de projets destructeurs !

4. Brèves Sociales

5. La vie de l'estuaire de l'Adour

6 / 7. RFF reprend son baratin...

8. OLDARTU - Lutter ensemble

9. L'Adour classé « Natura 2000 »

10 / 11. ATTAC : cartes postales de Copenhague

12. « Qu'un seul tienne et les autres suivront »



... infos en vrac ...

Bel exemple, M. Jean Grenet !



Le député-maire UMP Jean Grenet a donné un ordre incroyable ce lundi 7 décembre, jour d'ouverture du sommet de Copenhague, ordre aussitôt suivi d'effet.

Il a ainsi fait téléphoner à de nombreux habitants pour les menacer d'amende s'ils ne retiraient pas les affiches ou banderoles vertes apposées à leurs balcons à la demande de Bizi pour marquer l'ouverture du sommet de Copenhague.

Pire, le lundi après-midi, un camion grue monté par des employés municipaux et escorté par des policiers municipaux est passé dans les rues de Bayonne décrocher les affiches « Planète en danger ! » scotchées aux fenêtres, parfois au troisième ou au quatrième étage ! Les locataires ou propriétaires, même pas avertis de l'opération, avaient beau protester et manifester leur ferme désaccord, les employés municipaux continuaient l'arrachage sous leur nez.

Dans le même temps, les nombreux fanions et banderoles d'encouragement à l'équipe de rugby locale l'Aviron Bayonnais, accrochés exactement de la même manière aux fenêtres et balcons bayonnais n'étaient pas, eux, enlevés.

Cela a déclenché une campagne de protestation qui a obligé le député maire à reconnaître sa « connerie ».

Prix Pinocchio du développement durable 2009

Les Amis de la Terre ont décerné à Paris les Prix Pinocchio du développement durable 2009, sur la base des votes des internautes. Cette

année, les lauréats sont *Bolloré* dans la catégorie « droits humains », *Total* dans la catégorie « environnement » et *EDF* dans la catégorie « greenwashing ».

Dans la catégorie « droits humains », c'est le groupe *Bolloré* qui a reçu le prix avec 35 % des votes pour les conditions de travail déplorables des travailleurs dans les plantations d'huile de palme de sa filiale *Socapalm* (Cameroun), dont elle est actionnaire majoritaire.

Le groupe *Total* a, quant à lui, reçu le prix *Pinocchio* dans la catégorie « environnement » avec 29 % des votes de cette même catégorie. Les internautes condamnent la multinationale française pour son implication dans le méga-projet pétrolier *Kashagan* (Kazakhstan), qui s'annonce comme une catastrophe environnementale et sanitaire. Ce cas illustre le double discours du groupe qui, loin de l'image moderne et éthique qu'il cherche désespérément à se donner, continue à investir massivement dans des projets fossiles polluants et archaïques.

Pour le « greenwashing » enfin, c'est *EDF* qui remporte le prix avec 42 % des votes de cette catégorie pour sa récente campagne de communication « Changer d'énergie ensemble » qui a coûté plus cher que les dépenses du groupe en recherche et développement dans les énergies renouvelables. Ces dernières ne représentent elles-mêmes qu'une part infime du chiffre d'affaires du groupe par rapport au nucléaire.

Les Amis de la Terre organisent chaque année les Prix *Pinocchio* du développement durable pour dénoncer le bilan désastreux de grandes multinationales, en termes économiques, environnementaux ou sociaux. Les multinationales, tou-

jours aussi peu encadrées, ont de plus bénéficié de financements publics sans précédent pour éviter de pâtir de la crise et ce sont les contribuables et les salariés qui doivent assumer les coûts.

Un bâtiment qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme

ATS - 22 novembre 2009 - Le prix solaire européen 2009 a été décerné à une maison d'habitation de Bennau (SZ), a annoncé l'Agence solaire suisse. Ce bâtiment qui n'occasionne aucune émission de CO2 est le premier immeuble de Suisse qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme.

Le projet « *Kraftwerk B* » produit de l'électricité grâce à une installation photovoltaïque recouvrant toute sa toiture et de la chaleur grâce notamment à des capteurs solaires disposés dans une façade. L'énergie excédentaire est cédée : l'électricité alimente le réseau communal et l'eau chaude est transférée vers les bâtiments voisins.

Cet immeuble, qui abrite sept familles, est distingué dans la catégorie « bâtiment solaire et développement urbain ». Il avait déjà été récompensé par le prix solaire suisse 2009 et était donc automatiquement nommé pour le prix européen.

La remise des prix aura lieu le 11 décembre à Berlin. Elle est organisée chaque année par *EUROSO-LAR*, l'association européenne pour les énergies renouvelables. Au total, des prix sont décernés dans une dizaine de catégories.

Une étude prouve la nocivité pour l'organisme de trois maïs Monsanto

« *Le Monde* » - Une étude publiée dans la revue *International Journal of Biological Sciences* démontre la toxicité de trois maïs génétiquement modifiés du semencier américain *Monsanto*, a annoncé vendredi 11 décembre le Comité de recherche et

d'information indépendant sur le génie génétique (*Criigen*, basé à Caen), qui a participé à cette étude. « *Nous avons prouvé pour la première fois au monde que ces OGM n'étaient pas sains, ni suffisamment corrects pour être commercialisés. [...] A chaque fois, pour les trois OGM, les reins et le foie, qui sont les principaux organes réagissant lors d'une intoxication alimentaire chimique, ont des problèmes* », a indiqué Gilles-Eric Séralini, expert membre de la Commission pour la réévaluation des biotechnologies, créée en 2008 par l'UE.

Universitaires de Caen et Rouen et chercheurs du *Criigen* se sont basés sur les relevés fournis par *Monsanto* aux autorités sanitaires pour obtenir le feu vert à la commercialisation, mais ils en tirent des conclusions différentes après de nouveaux calculs statistiques. Selon le Pr. Séralini, les autorités sanitaires se basent sur la lecture des conclusions présentées par *Monsanto* et non sur celles de l'ensemble des chiffres. Les chercheurs ont, eux, pu obtenir l'intégralité des documents après décision de justice.

« *Les tests de Monsanto, réalisés sur quatre-vingt-dix jours, ne sont à l'évidence pas assez longs pour pouvoir dire si cela déclenche des maladies chroniques. C'est pourquoi nous demandons des tests d'au moins deux ans* », a expliqué un chercheur. Les scientifiques demandent en conséquence la « ferme interdiction » de l'importation et de la culture de ces OGM.

Ces trois OGM (MON810, MON863 et NK603) « sont approuvés pour la consommation animale et humaine dans l'UE et aux Etats-Unis » notamment, précise le Pr Séralini. « *Dans l'UE, seul le MON810 est cultivé dans certains pays (surtout en Espagne), les autres sont importés* », ajoute-t-il encore.

PS : Cet article a été publié sur le site **Lemonde.fr** le 11 décembre 2009.



LGV et autres... Assez de projets destructeurs !

Le 23 janvier : tous à Hendaye !



Après la manif du 17 octobre à Bayonne (12 000 manifestants), celle de Langon en novembre (3 000 manifestants), et alors que notre pétition arrive aux 17 000 signataires contre moins de 1 300 à celle de nos adversaires, le premier ministre continue de soutenir la construction d'une nouvelle LGV. L'enjeu de la nouvelle manifestation du 23 janvier à 16h en gare d'Hendaye est d'élargir encore notre front. Le matin, à 9h, salle des halles, des associations de divers points des états français et espagnol se réuniront pour jeter les bases d'une coordination. La contestation doit faire tache d'huile. Il nous faut répondre présents le 23 ! On nous ignore, on nous méprise : **Le 23 tous sur le pont !**

Régionales : mesurer notre impact !

En mars, 9 nouveaux référendums auront lieu au Pays Basque et dans les Landes (certains sont envisagés

en Lot et Garonne). Rappelons que les 5 premiers référendums organisés dans 5 villages du Pays basque ont donné une moyenne de plus de 90 % contre la LGV. Ces référendums organisés à l'extérieur de scrutins officiels, avec isolement, bulletins, présentation de la carte d'électeur et émargement des listes électorales, ont obtenu des niveaux de participation proches de celui des scrutins officiels. Le CADE et les associations opposées aux voies nouvelles ont aussi par ailleurs appelé à sanctionner les pro-LGV aux élections régionales. A cette occasion, le CADE a défini ainsi sa position :

Pas une voix pour les pro-LGV ! Nos associations sont constituées de personnes différentes, certaines n'adhèrent à aucun parti, d'autres sont attachées à des familles politiques différentes. Cela est bien normal dans une association qui reflète la pluralité de la société.

Le CADE et ses associations sont indépendants de tout parti politique.

Aux membres des associations et aux personnes qui soutiennent notre lutte et qui par ailleurs ont des sympathies pour tel ou tel parti nous disons :

Nous avons un profond respect pour votre engagement à nos côtés et nous souhaitons que perdure ce travail en commun. Nous sommes tout à fait conscients que notre appel à ne pas voter pour les listes marquées en faveur de la LGV, peut vous amener à une certaine déchirure. Nous espérons que vous nous suivrez sur cette voie et en cas contraire nous ne nous en offusquerons pas.

Nous n'avons pas coutume de nous aventurer sur le terrain politique mais le cas de la LGV est profondément imbriqué dans « le politique ». Nous pensons que si au lendemain du premier tour, les résultats reflètent des déplacements de vote, nous aurons encore marqué des points et c'est l'enjeu de l'appel « **pas une voix pour les pro-LGV** ». C'est à la lumière de cet enjeu que nous vous demandons d'infléchir vos votes, en toute liberté car nous ne sommes pas propriétaires de vos voix. En conséquence nous n'appellerons pas à voter POUR une liste mais CONTRE certaines. (à ce jour : nous avons appelé à ne pas voter UMP, PS ou FN mais en janvier d'autres listes en faveur de la LGV seront aussi désignées.)

Dans ce cadre là, chacun agira de la façon qu'il juge la plus conséquente.

Samedi 6 février Journée d'action

« Gardons le fret sur les rails »

A L'APPEL de la CGT, de BIZI et du CADE, le 6 février prochain une journée d'action se tiendra à Bayonne sur le thème : **Urgence écologique / urgence sociale : Gardons le fret sur les rails.**

Après le plan fret du gouvernement qui entend liquider les wagons isolés, entraînant ainsi les marchandises du rail vers la route (1,2 millions de camions supplémentaires sur la route par an) et supprimant ainsi près de 6 000 emplois de cheminots, les trois organisations appellent à cette journée.

Au programme :

14 h 30 : à l'Atalante projection du film de Ken Loach « The navigators » sur le démantèlement sauvage du service public ferroviaire britannique.

16 h : Rassemblement devant la gare de Bayonne

18 h : conférence débat (lieu à déterminer mais dans le quartier St Esprit)

20 h : soirée festive (apéritif musique)

Retenez votre journée !



Sur les façades de la Place Louis XIV, à St Jean de Luz, on manifeste aussi...



Par JM. FAYE

Brevés Sociales

OLDARTU

★ Début Décembre, le collectif « Oldartu-Lutter ensemble » a investi les rues de Bayonne pour réclamer la gratuité des transports en commun sur la zone BAB. Le groupe composé de 13 associations, syndicats et partis politiques a élaboré (nous en avons déjà parlé dans ces colonnes) une plateforme revendicative commune. Au sein de cette plateforme la question du transport en commun gratuit figure en bonne place. Les militants expliquent que cela a pour but de soulager les citoyens en période de crise mais que cela est également important pour l'environnement. En effet, cela permettrait une promotion du transport collectif et aiderait, à n'en pas douter, le délaissement en partie de la voiture individuelle pour les déplacements. Oldartu réclame aussi le retour en régie publique de la STAB... Les passants bayonnais ont signé en nombre la pétition proposée mais les responsables de la CABAB (l'intercommunalité BAB) ont rejeté l'idée de la gratuité ainsi que le retour du transport en commun en régie publique.

Inspection du travail en Aquitaine

★ Conviés à une réunion régionale sur les risques psychosociaux dans les entreprises (suite à l'affaire France Télécom, le thème est devenu prioritaire) les 100 agents de l'inspection du travail en Aquitaine (inspecteurs et contrôleurs) en ont profité pour mettre à l'ordre du jour leurs propres problèmes de conditions de travail et de risques pour la santé mentale. A l'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, SUD et CNT, la moitié des agents ont sifflé le discours du directeur régional et se sont relayés pour dénoncer leurs difficultés. Là, comme ailleurs dans les services publics, on leur demande plus d'efforts avec moins de moyens. A la surcharge de travail s'ajoute aussi un « management » par objectifs et évaluations individuelles. Un syndi-

caliste de la CGT a déclaré dans le journal *l'Humanité* du 4 décembre dernier : « Avant quand on recevait des salariés, on se disait que leurs conditions étaient épouvantables. Aujourd'hui, on se reconnaît de plus en plus dans leurs récits ».

Infirmier(e)s en lutte

★ A la mi Décembre, quelques dizaines d'infirmier(e)s se sont rassemblés dans le hall de l'hôpital de Bayonne à l'appel de l'inter-syndicale (SUD, CGT, UNSA, CFDT, FO, SNICS). Cela s'inscrivait dans la « semaine du désordre » organisée au niveau national et qui avait pour but d'attirer l'attention contre la mise en place de l'Ordre des infirmiers. Pour eux, cet « ordre » n'aide pas la profession et se soucie comme d'une guigne des problèmes d'effectifs, des conditions de travail et de salaire. Créé par le décret du 13 avril 2007, l'Ordre infirmier a surtout une fonction disciplinaire et sa mission est aussi la rédaction d'un code de déontologie et l'organisation, l'évolution et l'adaptation de la formation initiale. Peu de place à une vraie réflexion sur les métiers infirmiers dans le cadre d'une santé de plus en plus ouverte au « marché ».

Et la psychiatrie ?

★ Quelques jours avant la manifestation à l'Hôpital général, des personnels de psychiatrie se sont rassemblés au CHS à l'appel de la CGT et de SUD santé-sociaux. Ils s'élevaient contre des conditions de travail en dégradation constante. Dégradation qui se fait également au détriment des patients. Ce qui est en cause, c'est toute l'organisation du travail qui se dessine et qui n'est plus en adéquation avec la quête du sens dans les soins psychiatriques. La vidéosurveillance et l'édification de grillages sont mis en cause par les grévistes qui y voient une dérive. Il y a quelques années, après le drame de Pau, un certain ministre s'était déplacé pour faire de belles promes-

ses me souvient-il... Promesses oubliées.

ELB et la CDAO

★ La CDAO, c'est la Commission Départementale d'Oriente Agricole... Les producteurs de lait du syndicat agricole ELB ont demandé à cette commission que les quotas ne soient pas rehaussés à 460 000 litres de lait par exploitation. Malgré leur rencontre avec la DDEA (Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture) les membres du syndicat n'ont pas obtenu gain de cause. Et pourtant, il est clair que l'acceptation d'une attribution de 460 000 litres par éleveur, est un encouragement à l'agrandissement des exploitations, à la concentration et au final, à la destruction des emplois paysans.

Sondage Emmaüs

★ Selon un sondage de l'association Emmaüs commandé à l'institut CSA, le nombre de personnes qui imaginent « probable » de devenir sans abri est passé de 47 % à 56 % par rapport à 2007. Le pourcentage de Français qui estiment « très possible » de finir à la rue a triplé, passant de 4 % à 12 % en deux ans. Toujours selon cette enquête, 75 % d'entre eux se disent solidaires des personnes sans abri et 64 % considèrent l'État comme le principal responsable de l'exclusion sociale (chiffres rapportés par *l'Humanité* du 20 novembre 2009).

Hausse du chômage accélérée

★ Le sondage d'Emmaüs est à mettre en regard, aussi, de l'augmentation du nombre d'inscrits à Pôle Emploi en France métropolitaine. En octobre, l'augmentation a été deux fois plus importante qu'en septembre (chiffres publiés par Bercy). Le rythme de croissance du chômage retrouve le niveau

d'avril 2009. Le secrétaire d'Etat à l'emploi, Laurent Wauquiez, prend les devants en « prévoyant de nouveaux mois difficiles sur le front du chômage en 2010 ». Discours à deux faces puisque par ailleurs le même Wauquiez parle de la « perspective prochaine d'une reprise de l'activité économique qui va redresser l'emploi ».

Y'en a qui manquent pas d'air !

Lycéens basques dans la rue

★ La réforme Châtel passe très mal et quelques jours avant Noël, les lycéens se sont mobilisés à Cassin, Louis de Foix, Malraux, Cantau, Ravel etc. et 1 500 d'entre eux ont manifesté dans les rues de Bayonne le 10 décembre dernier. Pour eux, comme pour nombre de profs, comme pour la FCPE, la réforme ne répond ni aux besoins évidents d'améliorer le système éducatif, ni aux besoins des enseignants, ni aux besoins des équipes pédagogiques et des lycéens. Elle amène un appauvrissement des formations. Le prétendu « rééquilibrage » des filières en appauvrit surtout certaines (S et ES) sans en enrichir d'autres (L par exemple). Ce que Châtel appelle un bon compromis est en fait une vaste blague et comme le dit le syndicat ELB qui soutient les lycéens, « cette réforme consiste surtout à accompagner et permettre les 80000 suppressions de postes qui auront lieu d'ici 2012 ».

MORANO on t'a vu !

★ Dernièrement, Nadine Morano, la secrétaire d'État chargée de la famille et de la solidarité, a demandé à ce que les jeunes français musulmans ne parlent pas le verlan et ne mettent pas leur casquette à l'envers pour pouvoir s'intégrer au mieux. Et où est-ce qu'elle est allée dire cette petite provocation imbécile ? A Charmes (Vosges), ville natale de Maurice BARRES, figure historique de la droite nationaliste française. Et qui était convié comme grand témoin au meeting de la Nadine ? Le président de l'association locale « Mémoire de Barrès » qui a exalté le souvenir de l'écrivain anti dreyfusard et a assuré que « la patrie est plus forte dans l'âme d'un enraciné que dans celle d'un déraciné »... BARRES ne disait-il pas aussi que « la haine n'est pas un bas sentiment »... On revient donc à des idées qui sentent le soufre et MORANO participe allègrement à ce retour.

LA VIE DE L'ESTUAIRE DE L'ADOUR

LA Société AGRIVA (Ex-SATEC, RENO ou bien FERTILADOUR) avait déposé un dossier concernant son projet d'extension de ses installations, sur son site de Tarnos. Après enquête publique, on comptabilisa deux avis favorables au projet, sans justification de leur auteur et quatre avis défavorables émis par les associations locales et collectifs d'associations.

Ce projet d'extension a été fortement remis en cause par les associations environnementales en fonction du lourd passif de la société AGRIVA en matière de pollutions diverses et du non respect de l'environnement et des réglementations en vigueur tant en cette matière qu'en ce qui concerne la santé des populations riveraines et des travailleurs, notamment leur exposition à la radioactivité, lors d'une période allant de 1964 à 1992 en infraction totale avec l'arrêté préfectoral régissant cette activité. AGRIVA est considérée par les associations comme le contre exemple type de ce qu'un industriel doit être en matière de protection de l'environnement et des populations.

Monsieur le commissaire enquêteur a donc donné un avis favorable à l'extension d'AGRIVA au terme de cette enquête, prétendant que :

- Le projet s'inscrit dans le sens des objectifs de la municipalité de Tarnos, en ce qui concerne le développement industriel de la zone portuaire et le maintien des emplois.
- Le recentrage des activités sur un seul site, limitera les nuisances dues au transport entre les deux sites initiaux situés à Boucau (FERTILADOUR) et à Tarnos (ex SATEC).

Il faut noter que pour les deux municipalités sœurs de BOUCAU et TARNOS, le respect de l'environnement et la protection de la santé des populations et des travailleurs n'ont jamais été une préoccupation majeure. Seul l'emploi, quel qu'en soit le prix à payer par les uns et les autres, a toujours primé sur le reste... Et cela perdure ; sans doute

de vieilles résurgences stalino productivistes : modernité, aliénation et goulags...

Le commissaire enquêteur a toutefois fait état de quelques réserves, telles que :

- Le devenir des eaux pluviales et de refroidissement pour lesquelles aucun traitement n'est prévu dans les zones 1 et 2. Le commissaire « trouverait intéressant d'envisager un bassin de confinement. » Il a également noté une qualité médiocre des eaux souterraines, la concentration de certains paramètres, posant question devant entraîner pour l'industriel des analyses plus approfondies.

En ce qui concerne les odeurs désagréables ressenties par les riverains, il serait intéressant d'effectuer une étude ainsi que les analyses nécessaires, sur la zone portuaire, afin de déterminer avec certitude leur origine et prendre les mesures correctives nécessaires.

Le commissaire a également demandé « impérativement » de protéger les zones de stockage de produits dangereux et de les éloigner au maximum de la route de la Barre afin de limiter les risques, en cas d'incendie. Une réserve est également émise concernant le nettoyage des quais et les risques de pollution liés aux chargements et déchargements de navires. Il serait souhaitable d'améliorer ce secteur et d'envisager une étude technico-économique sur la nécessité ou la possibilité d'un autre système que celui par flexibles, pour le déchargement de l'acide sulfurique des navires (tel qu'un bras marine articulé) à la demande insistante des associations et des conseils municipaux.

Une autre recommandation, concerne les rejets de poussières : l'industriel devra respecter les normes de filtration, en cas de dépassement, il faudra faire des analyses sur les paramètres affectés et mettre en place des mesures correctives.

En conclusion, les associations remarquent avec un certain plaisir, les cinq recommandations impor-

tantes formulées par Monsieur le Commissaire enquêteur et exposées ci-dessus mais restent dubitatives quant à leur impact sur l'industriel, qui a malheureusement démontré par le passé son total mépris pour l'environnement et qui a notamment contribué, tout au long de ces trente dernières années à

polluer durablement les eaux souterraines. Seul un cadre rigoureux et des contrôles sans complaisance, pourraient l'amener à envisager sérieusement de s'amender.

Ceci n'est malheureusement pas du ressort du commissaire enquêteur.

L'estuaire de l'Adour espace naturel vivant...

LEU de vie, oui, sans aucun doute, à travers son port, les navires qui le fréquentent et ses industries, mais aussi le petit port de la cale à Boucau qui a gardé son charme d'antan, c'est aussi un espace naturel sinistré, le coup de grâce ayant été donné lors du comblement du Banc St Bernard et la disparition du dernier espace naturel de l'estuaire avec ses dernières frayères. Un sacrifice qui s'imposait dans l'esprit des aménageurs, tirés vers une certaine idée de la « modernité », du développement à l'infini de la société technicienne ; les mêmes qui ne jurent aujourd'hui que par les LGV, TGV, TRAM ITRAIN... Toujours plus vite ! Pour aller où ? Pour quelle finalité ? Un saccage de plus à leur crédit.

Ainsi va notre Adour. Adour dont on se sert comme d'un égout ; certains vont même jusqu'à le considérer comme une masse d'eau déclassée, exutoire dans lequel se déversent les eaux usées d'un improbable égout du SYDEC, recevant on ne sait exactement quelles eaux usées de la zone industrielle de Tarnos, l'Adour fleuve de vie ? Mais non, on vous dit ! Une masse d'eau déclassée... C'est tout... Et qui le dit ? Les mêmes qui polluent...

On peut toutefois se réjouir d'apprendre que des industriels tels que Dassault, Turboméca, Beltrame et Agriva s'engageraient dans la mise en place de procédés de recyclage intégral afin d'éliminer les rejets toxiques dans le fleuve.

Précisons qu'il ne s'agit pas de dédouaner le passif polluant de leurs activités, mais bien de souligner les avancées significatives en matière de lutte contre les pollutions.

Il était temps, car notre pauvre estuaire est, en matière de pollution par métaux lourds, bien placé au hit parade des rivières Françaises, dépassant trois fois les seuils relevés par exemple dans la Seine, au Havre ou même dans le port de Marseille. Pour un petit pays comme le nôtre, c'est remarquable. Les huîtres, témoins de la station du marégraphe, à Anglet, en trépigment de joie : Cadmium, zinc, plomb, hpa, chrome, arsenic, dioxines, PCB... Un peu la même chose que dans les poussières rejetées dans l'atmosphère par CELSA. Retomberaient elles dans l'eau ? En voilà une idée !

Encore une idée pour CELSA : le recyclage intégral. Mais si, ça peut se faire, les Allemands y arrivent et en plus, leurs industriels s'en sortent mieux que les nôtres dans tous les domaines, même sur le plan environnemental. Incroyable non ? Il paraît même que dans les pays scandinaves cela fait plus de vingt ans qu'on n'utilise plus les scories issues d'aciéries, en remblais et sous couches routières pour cause de pollution des nappes phréatiques. Étonnant non ? Ces pays du nord sont vraiment des exemples étonnants et pas qu'en matière sociale !

Bénito



RFF reprend

Fin de la première phase de la concertation sur la LGV. Menée tambour battant, à coup de deux ou trois diaporamas indiscutables et indiscutés par séances ponctués par des « Pas de remarque ? Validé ! »

A la fin de ces séances, on en sait moins qu'en 2006.

✓ Où sera finalement implantée la gare de Bayonne ? A la gare actuelle ou déplacée vers St Bernard ?

✓ Où sortiront les TGV de la voie nouvelle pour emprunter la voie existante pour s'arrêter à Bayonne : Saubion ? Bénesse, Labenne ?

✓ Quelle garantie avons-nous qu'ils ne seront pas remis entièrement sur les voies nouvelles en évitant Bayonne ?

✓ Combien de TGV au Pays Basque ?

✓ Combien de TER GV s'arrêteront à Bayonne ? (pas tous nous dit RFF à Dax, tous nous dit RFF le lendemain à Bayonne).

✓ Quelle gestion pour ces TERGV : Région en Aquitaine, privé pour le tronçon frontalier ?

✓ Combien de trains de fret envisagés (155 sur la nouvelle ligne en 2006, 124 aujourd'hui), combien sur la voie existante ?

✓ Quelle définition du fret TGV ? Où sera-t-il chargé, au milieu des voyageurs ?

✓ Où se feront les raccords à la voie nouvelle après l'arrêt en gare de Bayonne ?

✓ Où se fera le raccord de la zone de fret de Mouguerre ?



Devant la Sous-Préfecture de Bayonne, lors de la manifestation du 17 octobre dernier (12 000 manifestants)

✓ Quelle incidence du plan fret SNCF d'abandon des wagons isolés ?

✓ Quelle capacité offre réellement l'Y basque et quel trafic est envisagé au Nord de la Bidasoa ?

Les incertitudes sont nombreuses mais le dossier avance...

Les vertueux

Regardez-les comme ils sont fiers, dossiers sous le bras et caméra suiveuse pour que cela se sache, les voilà qui font un petit tour à Copenhague. Nos deux Alains se marquent à la culotte, plus vertueux qu'eux, tu meurs.

« Le bilan Carbone de la LGV est incomparable par rapport à l'avion » nous dit le Rousset. Vrai ! disons nous. Mais le bilan carbone d'un train circulant moitié moins vite qu'un TGV sur les voies existantes est incomparable par rapport à la LGV. Pas de

consommation multipliée par trois, pas de destruction de la biodiversité et de déforestation, pas de chantier démentiel.

Mais notre ami a oublié qu'il a d'abord fait passer en force l'autoroute A65, autoroute on rentable dont le péage aller retour Pau-Bordeaux avoisine les 40 euros et dont les garanties prévoient que les collectivités locales bouchent le trou en cas de pertes.

Notre ami Rousset, après les photos à Copenhague s'en ira passer un week-end en 4x4 sur les rhododendrons du parc national des Pyrénées.

« La LGV est indispensable » nous dit l'autre Alain (Juppé), et Darcos lui emboîte le pas. Eux aussi ont jugé indispensable l'A65. Sur le fret ferroviaire, voilà que le gouvernement qu'ils soutiennent, liquide les wagons isolés (42 % du trafic SNCF) en reportant ces marchandises sur 1,2 millions de poids lourds, le tout en supprimant

6000 emplois. C'est du report modal en sens inverse. Juppé ira de sa photo à Copenhague, puis il ira dîner avec son compère Lamassoure qui au parlement européen s'emploie à éviter des mesures contraignantes aux poids lourds.

Ils sont mignons tout plein nos vertueux du lundi, oui mais il reste le mardi, le mercredi, le jeudi etc.

La carpe et le lapin... (Et les petits fours, le caviar, les ortolans)

Le vendredi 13 novembre, le journal *Sud-Ouest* a publié un article sur les opposants aux LGV. Le succès de la manif du 17 octobre à Bayonne (12 000 personnes) a sans doute poussé le journal à parler de ceux qui résistent. En contre point, on pouvait lire une réaction du sénateur PS Carrère intitulée : « Chez eux on trouve la carpe et le lapin ».

son baratin

A ce sujet, soyons clairs : cette expression traditionnelle qui condamne le mélange des genres en matière politique ne s'applique évidemment pas aux populations. Dans une population, on trouve diverses sensibilités politiques et c'était bien une population qui manifestait le 17 octobre à Bayonne. Rien d'étonnant donc à ce que l'on retrouve là diverses sensibilités politiques.

Par contre cette expression s'applique entre formations politiques qui s'affrontent quotidiennement. En matière de dénonciation du mariage de la carpe et du lapin, M. Carrère aurait bien fait de s'occuper de son président de région, le très PS Alain Rousset.

Dans le même journal *Sud-Ouest*, en page 16 de l'édition Pays Basque, on relate la visite de ce dernier à Bayonne. En présence des maires UMP de Bayonne, PS d'Anglet et centriste de Biarritz, il appelle à la mobilisation en faveur de la LGV en ajoutant : « *les sensibilités politiques n'ont rien à voir.* »

Et en page 17, le journaliste décrit : « *La complicité entre le socialiste Alain Rousset et l'UMP Jean Grenet, qui date de l'époque où ce dernier était élu conseiller régional. Toute la journée d'hier, ils n'ont cessé d'échanger compliments, plaisanteries... et propos très codés.* »

La carpe et le lapin monsieur Carrère ?...

Dans le *Sud-Ouest* du lendemain, page 15, rebelote : « *En fines gueules qu'ils sont, Jean Espilondo, Jean Grenet et Didier Borotra ont invité Alain Rousset à déjeuner au Cheval Blanc à*

Bayonne. Au menu copieux du repas (la conférence de presse qui suivait a démarré avec 30 mn de retard) les dossiers locaux et celui de la LGV. »

La carpe et le lapin monsieur Carrère ?...

Si M. Carrère a besoin d'une balayette pour balayer devant sa porte, on peut se cotiser !

Deux jours avant Noël...

Deux jours avant Noël, RFF publie un communiqué critiquant l'étude indépendante de la CITEC. Les experts de la CITEC, après ceux de SMA-PROTrans avaient conclu que la voie existante pouvait accueillir le trafic voulu par RFF (pourtant jugé surestimé par les premiers experts), ils ont été un poil plus loin en indiquant que les voies existantes ne seraient pas saturées pendant un demi siècle encore. En novembre, RFF avait avancé deux arguments principaux contre le rapport CITEC : le temps de succession des trains impossible en France et 320 trains par jours pour les riverains.

Une confrontation avait eu lieu entre RFF et les experts de la CITEC en novembre. En décembre, exit la critique sur les temps de succession (entre temps RFF envisage 15 trains par heure au sud de Montparnasse). Exit la référence aux 320 trains car entre-temps, on s'est rendu compte que si on annonçait 320 trains au Pays Basque il fallait en annoncer 400 à Talence. Tout en parlant de nombreux trains pour les riverains, RFF, prudemment ne chiffre plus car il s'est répandu en propos rassurant en Gironde (deux allers-retours



de l'autoroute ferroviaire, 20 à très long terme et encore si le système s'avérait pertinent, alors qu'au Pays Basque on nous vend du 30 allers-retours). Le reste du discours nouvelle mouture a été contesté point par point par le CADE.

Aux riverains, sur cette question le CADE annonce : 18 TGV (9/sens), 30 TER (15/sens) soit +100 %, 41 trains longs de marchandises à 800 t nettes de moyenne (21/sens) soit 10 millions de tonnes par an contre un peu plus de 2 aujourd'hui. Soit 20 trains par sens de plus qu'aujourd'hui.

(Selon le dossier RFF du débat public, en plus de la nouvelle ligne, RFF prévoit sur la ligne existante : 119 trains (20 TGV, 50 TER soit + 233 % et 49 fret).

ESSIG le mercenaire du rail

Ancien président de la SNCF, Philippe Essig, est venu à Mouguerre le 20 juin 2008. Il représentait la société MODALHOR qui vend la douteuse méthode de l'autoroute ferroviaire mais surtout ses wagons spéciaux qui coûtent 5 fois plus que les wagons normaux. Il a parlé au nom des ministres Borloo, Busseau et du président de région Alain Rousset (c'est lui qui l'écrit car il a aussi fait le compte rendu de la réunion).

Au menu, quel matériel choisir pour cette autoroute ferroviaire ? Le sien bien sûr. Autrement dit : le vendeur parle au nom des acheteurs (avec votre argent). A la réunion suivante, il est présent mais au nom du ministère de l'environnement. Nouvelle étape, la région Aquitaine vient officiellement de l'embaucher comme lobbyiste de la LGV Atlantique. Objectif, la faire passer avant les autres.

OIN OIN...

Nous n'avons cessé de le répéter, les LGV relient des grosses métropoles européennes entre elles et aspirent les emplois des villes petites et moyennes situées entre. Le rêve des promoteurs, maintes fois exprimé dans les colloques des villes TGV, c'est une cité du tertiaire dans la grande métropole.

Eh bien ! c'est parti. Sur 780 hectares, à proximité de la gare de Bordeaux, on lance un OIN (Opération d'Intérêt National). 600 millions pour dépolluer et rendre constructible (100 millions de déficit annoncés). 30 000 m² de bureaux par an pendant 15 ans alors que cette année le même marché est en baisse de 20 %.

Salariés du tertiaire de Mont de Marsan, Dax, Bayonne, Agen, Montauban (via Toulouse), l'heure des concentrations va sonner, l'ère de l'ultra mobilité véhiculée par la LGV s'annonce. Fini le « *vivre et travailler au pays* ».

Comment c'était le slogan de la SNCF ? Ah oui : « *Le progrès ne vaut que s'il est partagé* »

Victor Pachon



...RFF reprend son baratin

OLDARTU - Lutter ensemble

Oldartu-lutter ensemble est un collectif regroupant des associations, syndicats, partis politiques. Il a été créé à la suite des fortes mobilisations sociales du début de l'année 2009. La surdité et le mépris du gouvernement face à la colère sociale ont laissé beaucoup de citoyens frustrés qui, au travers d'organisations diverses, ont décidé de continuer le combat.*

Son but

Fédérer tous les acteurs sociaux, syndicats, partis politiques, associations pour :

- Créer un mouvement social large et unitaire et lutter contre les attaques incessantes du gouvernement, du MEDEF et des multinationales.

- Avancer vers une convergence des luttes à l'échelle locale, nationale et même européenne.

Sa plate-forme revendicative

Les actions locales du collectif s'organisent en lien avec les objectifs de cette plate-forme :

- Pour le respect des droits sociaux fondamentaux (droit à un revenu décent, à se nourrir, à se loger, se déplacer, droit à la protection contre les aléas de la vie, droit à l'éducation, la culture et la formation).

- Pour l'emploi et contre la précarité.

- Pour un autre mode de production et de consommation.

- Pour la défense des libertés individuelles et collectives.

Son fonctionnement

Quatre commissions réfléchissent et engagent des actions et des campagnes sur la base des orientations du collectif. Une réunion plénière (toutes les trois semaines) prend les décisions, généralement au consensus et répond éventuellement aux questions d'actualité.

La commission « *défense des libertés individuelles* » a entrepris dans le sillage du procès du syndicaliste d'ELB, Jean-Michel Ayçaquer de lutter contre le fichage ADN et contre toutes les formes de fichage qui menacent les libertés individuelles et criminalisent la contestation sociale.

La commission « *pour un autre modèle de production et de consommation* » axe son travail sur l'introduction dans la restauration collective de la nourriture bio dans un premier temps

La commission « *respect des droits sociaux fondamentaux* » a largement entamé son combat pour réclamer la gratuité des transports en commun.

La gratuité des transports en commun

Face aux urgences environnementales et sociales le *Collectif Oldartu-lutter ensemble* revendique des transports gratuits sur le BAB à partir de ces constats :

- Les transports en commun sur le BAB ne représente que 4 % des déplacements sur le BAB.

- Les infrastructures routières sont saturées.

- La crise économique a des effets néfastes sur toute la population et sur les plus précaires en particulier.

- L'impact des transports sur les gaz à effet de serre est particulièrement élevé (52 des GES sur la CABAB sont liés aux transports soit, deux fois plus que la moyenne nationale). Actuellement, à l'initiative de la CABAB, Jean Grenet, le Maire de Bayonne épaulée par son adjointe au développement durable, Martine

Bisauta (ancienne élue verte) veut rendre le transport public plus attractif (navette gratuite à Bayonne, couloir de bus, mise en place d'un plan de déplacement urbain...) *Oldartu* veut aller plus loin et exige :

- La mise en place de transports gratuits (applicable immédiatement pour les personnes bénéficiaires des minima sociaux), sur toute l'agglomération.

- L'extension des lignes.

- Leur gestion en régie publique (actuellement la STAB et l'ATCRB sont des filiales privées du groupe TRANDEV (Caisse des Dépôts et Consignations).

Une utopie ?

Des villes comme Châteauroux (maire UMP), Aubagne (maire PCF), Castres-Mazamet (maire UMP), ont décrété la gratuité des transports en commun.

Quel financement ?

Ces villes ont opté pour l'accroissement du « versement transport » (une taxe payée par les entreprises) de 0,05 % à 0,45 % selon les endroits. Habituellement la billetterie n'intervient que pour une part rela-

tivement faible dans le financement (autour de 17 %).

Les actions menées

En juillet 2009, *Oldartu* a, lors d'une conférence de presse devant la STAB, exposé ses revendications. Les militants, montés gratuitement dans les bus ont distribué un tract aux voyageurs

En octobre 2009, *Oldartu* a rencontré Michel VEUNAC, Président du Syndicat Mixte des Transports en commun, favorable à une révolution des transports en commun, mais peu enclin à envisager leur gratuité et leur gestion en régie publique. En décembre 2009, les militants sont allés au devant des citoyens pour les informer et les sensibiliser, faire signer une pétition, gilets fluo et bus en carton à l'appui de leur démonstration.

OLDARTU VA CONTINUER A DEFENDRE LA GRATUITE DES TRANSPORTS PUBLICS ET A INFORMER LA POPULATION !

* Signataires : Abertazleen Batasuna, ATTAC, Batasuna, Collectif contre les violences sexistes, Comité d'action Soule, CNT, ELB, Ikasi eta Irauli-Jeunes Réagis !, LAB, NPA, Segi, Solidaires.

* *Oldartu-lutter ensemble*, 7, rue de Coursis 64100 Bayonne - oldartu@gmail.com

LE PLANNING FAMILIAL ETEND SES ACTIVITES SUR BAYONNE

Après une année d'existence et des activités sur Bayonne, la Côte et le Pays Basque intérieur, le groupe des militantes a décidé l'ouverture d'une deuxième permanence.

Si les permanences du BIJ, le mercredi après midi sont en priorité ouvertes aux jeunes de moins de 26 ans, cette deuxième permanence au CCAS, Place des Gascons, s'adresse plutôt à tous les publics.

Le Planning Familial est un lieu d'écoute, de parole et d'information sur la sexualité, la contraception, l'IVG, le conseil

conjugal, les violences conjugales. Les entretiens sont individuels, confidentiels, anonymes et gratuits.

*Permanences :
1° et 3° mercredi du mois,
14h30-16h30,
BIJ - 67, rue Bourgneuf,
Bayonne.*

*2° et 4° jeudi du mois, 9H - 11h30
CCAS - Place des Gascons,
Bayonne.*

*Sur rendez-vous :
téléphone 06 22 62 02 76.
Mail : yonneplanning@orange.fr*

L'Adour classé Natura 2000 : un outil de préservation de la biodiversité... S'il n'est pas trop tard !

L'Adour, de Aire à Bayonne, a été retenu pour intégrer le réseau Natura 2000, qui vise à préserver des habitats et des espèces remarquables de l'Europe. Sur le site il s'agit principalement des poissons : aloses, lamproies, saumon ainsi que le vison d'Europe et une plante, l'angélique des estuaires.

L'anguille (pibale), qui ne faisait pas partie de la liste des espèces menacées lors de la publication de la Directive européenne « Habitats » en 1992, devrait être intégrée à cette liste tant sa situation est devenue catastrophique entre temps.

Les mesures de conservation seront mises en place en concertation avec les collectivités, les gestionnaires, les professionnels et les associations. Leurs représentants sont rassemblés au sein d'un Comité de pilotage local (Copil), installé par le Préfet des Landes, coordonnateur.

Les installations classées. Impacts urbains et agricoles

Il faudra plus qu'un tour de force, il s'agira quasiment de faire des miracles pour inverser le déclin de la biodiversité dans l'Adour.

Essayez par exemple de faire un suivi des rejets des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), en clair des usines effectuant des rejets dans le milieu naturel, comme s'efforce de le faire le CADE depuis plus de 15 ans.

Les effluents de ces installations ne sont pas tous rejetés dans le réseau, mais bien trop souvent encore, vers le milieu naturel, dans les cours d'eau.

En principe, des contrôles sont obligatoires, mais ce sont le plus souvent des autocontrôles même si l'administration exige parfois des analyses trimestrielles ou bisannuelles effectuées par un laboratoire agréé. Ces résultats, quand ils nous parviennent, sont vieux de plusieurs mois... pour les plus récents. Cet énorme décalage augmente encore l'opacité qu'entretient l'administration avec ses administrés d'autant plus que ces résultats sont très discutables, discussions qui portent essentiellement sur le protocole des prélèvements des autocontrôles d'une part, et sur l'établissement d'une moyenne mensuelle des paramètres analysés qui permet de masquer d'éventuels dérapages.

Les arrêtés préfectoraux ne donnent bien souvent aucune indication sur le protocole à suivre pour recueillir les liquides à analyser, avant de les expédier au laboratoire. Sauf dans des cas précis où le prélèvement doit être effectué en fin de journée, le choix du moment, par exemple, est laissé au libre arbitre de l'exploitant.

Les moyennes mensuelles sont établies à partir de mesures quotidiennes ou hebdomadaires qui ne nous sont pas transmises. Ces valeurs moyennes ont la propriété d'écarter les pics et de donner ainsi une image acceptable d'une réalité qui le serait moins.

J. M. D

Une première étape : l'état des lieux du site

Des inventaires écologiques et socioéconomiques sont en cours ; des techniciens de la Fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique des Landes, du Centre permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Seignanx et de Landes Nature se rendront donc le long de l'Adour jusqu'en septembre 2010, pour réaliser les relevés naturalistes. Concernant le diagnostic socioéconomique, des entretiens sont actuellement réalisés avec les différents usagers du site par l'Institution Adour.

Pour en savoir plus...

L'Institution Adour prévoit de réaliser des permanences au sein des mairies, afin de rencontrer les propriétaires et les usagers. Vous pouvez envoyer un mail à natura.adouraval@institution-adour.fr ou contacter la chargée de mission, Gwennaëlle Daniel, au 05.58.46.18.70.

Sur le site Internet de l'Institution Adour : www.institution-adour.fr, vous trouverez le périmètre de la zone, vos représentants au sein du Copil, l'avancée de la démarche, les dates des permanences, les actualités...

L'urgence climatique et l'immobilisme de certaines municipalités

Est-ce Dame Nature qui fait un caprice ?

Non, ce sont bien les êtres humains qui détruisent l'équilibre du climat. Mais dire que nous sommes tous responsables est un mensonge. La pollution engendrée par un américain ou un européen est sans commune mesure avec celle de la majorité de l'humanité. Mettre la responsabilité sur le plan de l'égalité, entre un français, un malien ou un indien, est un mensonge. C'est une petite partie de l'humanité qui utilise, sciemment, des machines qui ont fini par détruire le climat.

Pour sauver l'humanité, il faut diminuer drastiquement nos rejets de gaz à effet de serre. Ceci permettra de minimiser les variations climatiques en deçà du seuil catastrophique. Il y a urgence. Les conséquences seront très lourdes pour l'humanité toute entière.

« Le temps des hésitations est terminé » estimait dernièrement Ban Ken-Moon le secrétaire général des Nations-Unies.

S'engager résolument à tous les niveaux vers l'écologie au plan individuel, associatif et politique, est la seule solution véritable pour freiner le réchauffement de la planète.

Mais voilà que dans nos communes du Pays-Basque des maires s'opposent à la mise en place de terrasses végétales, de panneaux photovoltaïques sous prétexte de conserver le patrimoine architectural en instaurant des lois comme par exemple : ne couvrir que le 1/3 du versant de la toiture (ville d'Hendaye). Nous ne sommes plus aux temps des cavernes, des toits de chaume, nous avons évolué depuis lors. Pourquoi en rester donc au blocage sur les tuiles rouges ?

Faut-il supposer que l'évolution des toits de chaume au tuilage a dû engendrer autant de réticences ?

Messieurs les maires, allez voir le site www.ecologie-gouv.fr/oner.html et vous comprendrez les lourdes conséquences de vos refus :

Fonte des glaces • hausse du niveau des océans • pénurie d'eau potable pour toutes les espèces vivantes (humaines, animales et végétales) • exil de populations • assèchement de plusieurs régions détruisant les récoltes de la majorité des habitants de la planète • malnutrition • d'où la mort de millions d'êtres humains.

Nous allons vers un génocide annoncé. Tous les scientifiques sont absolument d'accord sur ce point. La vie est création et non pas tradition. Tout doit évoluer, même le soi-disant patrimoine, sinon nous en serions encore à l'âge de pierre. De ce patrimoine, qu'en restera-t-il d'ailleurs après quelques violentes tempêtes ? L'exemple du département des Landes devrait être une sérieuse mise en garde.

Kristine Dulau

Cartes postales de Copenhague

climatique a débuté hier. La première période d'application du protocole de Kyoto se termine en 2012 ; l'objectif des discussions est donc de trouver un accord entre tous les pays sur ce que sera la 2ème période d'engagements. Pour l'instant il s'agit de préliminaires avec les mises au point sur les différentes propositions faites lors des précédentes réunions. Lors la plénière les différentes délégations des pays représentées évoquaient les transferts de technologie. Les Etats observateurs peuvent s'exprimer ; certaines ONG (Organisations non gouvernementales) aussi. Chacun a droit à 2 minutes. Tout est très consensuel, très langue de bois mais tout le monde reconnaît que ça urge. On a du mal à imaginer les dizaines de milliers de personnes du monde entier qui se côtoient : les délégations de tous les pays représentés à l'ONU ; les représentants de la Société Civile , ONG, syndicats, mouvements sociaux accrédités officiellement. Du Nord au Sud, tous les pays du monde ont leurs représentants. Leur nombre différé cependant en fonction de la richesse des Pays : 400 représentants pour la Corée du Sud, beaucoup moins pour le Cameroun par exemple. Hier, les peuples indigènes se regroupaient autour d'une banderole réclamant la reconnaissance de leur peuple. Les gens sont tous en délégations et groupes de travail ou chacun avec son ordi à faire des rapports, pour les journaux, pour leur asso.



Ce matin la plénière est beaucoup moins consensuelle puisqu'il s'agit pour les délégations de dire si elles reconnaissent le protocole de Kyoto et le Plan d'Action de Bali comme suffisant pour adopter un plan final. Une scission s'est opérée entre les pays développés et les pays en développement, les plus menacés par le réchauffement climatique. Les pays les plus vulnérables, l'Alliance des Petits Etats Insulaires, (Grenade, Tuvalu, Jamaïque, Costa Rica) demandent la signature d'un accord clair, transparent, juridiquement contraignant pour poursuivre le protocole de Kyoto. Ils réclament la protection des peuples autochtones et l'installation d'un comité d'experts sur l'adaptation et le financement du développement de centres de technologie.

Franchement ce n'est que langue de bois, ils disent blanc ça veut dire noir, je n'y comprends rien...

Toujours est-il que les désaccords entre les pays ont forcé la Présidente à ajourner la plénière. Les ONG comme les *Amis de la Terre* intensifient leurs actions ».

11 décembre

« Déjà vendredi.... C'est difficile d'écrire car n'ayant pas d'ordi, je suis obligée de me servir de ceux du Bella Center et ça prend du temps...

L'autre facette de ce sommet, ce sont les mobilisations de *Klimaforum* (organisé par un collectif d'associations dont *Attac*

Danemark) ; elles ont fait un énorme travail (incroyable cette organisation). Du 7 au 18 décembre dans un immense espace au centre de la ville, ils organisent des centaines d'ateliers avec des débats, conférences, expo, film, pièces de théâtre, rencontres avec des personnalités, des représentants des peuples indigènes et des ONG de tous les continents qui viennent témoigner, échanger leurs expériences.

Je partage ma cabine dans un énorme paquebot danois (loué pour héberger les milliers de gens venus de partout) avec Marie Suzanne, agronome, qui vient de Dakar et qui travaille pour l'ONG *PAN* (Pesticide Action Network). Elle promeut une agriculture biologique en mettant en place des sessions de formation auprès des petits agriculteurs. Elle travaille surtout avec les femmes qui sont très marginalisées car elles n'ont pas accès à la propriété de terres et dépendent donc des hommes). Une des conséquences directes du changement climatique est la disparition des 2 saisons qui régissent toute la vie des pays du Sud : la saison sèche et celle des pluies. La disparition de celle-ci aggrave l'action des pesticides utilisés en quantité de plus en plus forte pour faire face aux résistances constatées chez les ravageurs. Le résultat en est une pollution des sols et de l'eau et de graves problèmes de santé (intoxication, allergies, cancers) en augmentation. Nous ne sommes plus au *Bella*

la page
d'
attac

9 décembre

Pas de carte postale de Sylvie, membre d'*Attac Pays Basque*. Le texte prévu par Sylvie, accréditée par *Attac France* auprès de l'ONU pour toute la durée du sommet, a disparu dans l'ordinateur. Elle avait déjà perdu son appareil photos... le texte puis, les photos. Cela fait beaucoup pour le moral. Elle retrouve son appareil photos mais pas le texte.

10 décembre

Ce n'est pas une carte postale mais un roman fleuve : « Alors bon, quand faut y aller faut y aller... Copenhague c'est d'abord le *Bella Center*, un énorme centre de conférences qui peut recevoir 15 000 personnes. 36 000 personnes ont été accréditées il devrait donc y avoir des quotas mis en place pour chacune des organisations non gouvernementales. Pour *Attac*, ça devrait aller nous sommes peu nombreux. La Conférence des Nations Unies sur le changement



Center et ses dirigeants à la langue de bois, mais devant des peuples, masai, camerounais, quechua, philippin qui voient disparaître leur moyens de survie. C'est poignant. Des représentants de ces peuples sont nombreux à s'être déplacés pour crier, pour qu'on sache ce qui se passe chez eux et demander aux dirigeants venus décider de l'avenir de la planète de réagir. Les communautés d'Amérique du Sud (Bolivie), réclament le respect de Notre Terre Mère (*Pachamama*), et appellent à la désobéissance civile. Quel contraste avec les lobbies du *Bella Center* qui veulent leur vendre des technologies et des marchés carbone. La seule *IETA* (International Emissions trading Association), un lobby pétrolier, rassemble 580 lobbyistes au *Bella Center*. Vous serez contents d'apprendre qu'ils sont sponsorisés par *BNP Paribas*, *Veolia*, *Shell*, la *Caisse des Dépôts* et bien d'autres.

12 décembre

« Immenses manifestations du 12, grosse réussite. La matinée a vu une vague bleue déferler sur la ville. Des milliers de personnes vêtues de ponchos bleu ont défilé calmement, dans la bonne humeur pour former cette immense vague. Celle-ci s'est échouée au pied du Parlement pour se terminer en une immense farandole endiablée. La grande manifestation appelée par 522 organisations de 67 pays se prépare à partir. Ils sont tous là les Associations Ecolo traditionnelles (*Greenpeace*, *WWF*, *Oxfam*...), les altermondialistes (*Attac*...), les écologistes moins « traditionalistes » ou plus « engagés » (*Les Amis de la Terre*...) réunis dans la coalition « *Climate Justice Now* » et une coalition plus « révolutionnaire », *Climate Justice Action*. Et puis il y a tous les autres, des peuples indigènes du monde entier, en passant par les syndicats, les Partis Politiques (*NPA*, sociaux), de multiples ONG et Associations, les anars...

A 13 h, chaque bloc doit prendre sa place dans le cortège comme il en a été décidé antérieurement. Je suis derrière la banderole d'*Attac* quand le cortège s'ébranle avec Audrey et Mathieu d'*Attac*

Pays Basque et les collègues de *Bizi*, cortège animé, plein de créativité grâce aux banderoles et aux mises en scène. Des slogans explicites : « Une justice climatique maintenant », « Changeons le système, pas le climat », « Il n'existe pas de planète B », « La survie n'est pas négociable », « Un autre monde est en marche ». Les brigades de clown sont là aussi, des tambours, des sonos... Un immense dragon gueule ouverte et articulée semble vouloir engloutir la terre entière (il me semble l'avoir croisé cette semaine au *Bella Center* en costard cravate).

Un succès, mais... de retour au *Klimaforum*, nous sûmes que si nous partîmes 100 000 de la ville, le cortège se trouva allégé de quelque 1 000 personnes en arrivant au « port ». La police avait bloqué en son milieu le cortège (juste devant *Attac*) et arrêté préventivement un millier de personnes, les laissant menottées et par terre pendant des heures. Tous ont été relâchés en fin de soirée, la police danoise ne sachant quoi en faire. Le gouvernement danois a montré les limites de sa démocratie ».

14 décembre

« Hier matin, je participe à une action annoncée : il s'agit de bloquer le port, celui-ci étant un symbole clé d'un système industriel basé sur la croissance et l'utilisation de combustibles fossiles. Cette action me paraissait juste et représentative des luttes que mènent les organisations réunies à Copenhague. Croyant naïvement trouver une foule imposante au lieu de ralliement, je suis tombée sur un groupe de 400 personnes réunies sur une petite place : des jeunes pour la plupart, en noir mais ni cagoulés ni armés. Les slogans étaient plus radicaux, révolutionnaires et anti capitalistes, demandant la justice climatique. Le groupe était suivi de près par de nombreux camions de police. Un peu à l'écart, ne voulant pas être pris en sandwich si les policiers chargeaient, avec 2 jeunes faisant partie d'*Attac*, nous avons suivi la manif. Celle-ci a longé l'ambassade des *EU* protégée par des cordons de CRS : la sono crachait sa musique, un jeune criait ses slogans

mais aucune manifestation de violence, pas d'objets volants non identifiés ou identifiés, ni même de *majeurs* levés agressivement. Un quart d'heure à peine après le départ, les CRS armés jusqu'aux dents ont coupé le cortège, bondi sur le camion sono, poussant violemment les journalistes et des dizaines de fourgons, avec des chiens qui hurlaient, ont entouré les manifestants. Ceux du milieu furent durement malmenés tandis que l'on entendait des « *peaceful* » de la part des manifestants. Tout le monde a été arrêté. Apparemment, il fallait justifier les énormes budgets de la police danoise pendant ce sommet.

Lors de l'AG bilan des mobilisations, si des critiques ont été formulées contre les agissements de la police lors de la grande manifestation, les arrestations de la matinée du 13 n'ont pas été évoquées ; il faut croire que les limites de la démocratie ne sont pas les mêmes pour tous, car même non autorisée, rien ne justifie cette attaque disproportionnée de la manif, de cette expression du peuple, même quand il est jeune et révolutionnaire ! Lors d'un débat avec des Verts internationaux, José Bové a affirmé qu'il fallait donner « un nouveau visage aux Nations Unies », que les droits fondamentaux étaient plus importants que les firmes internationales, que nous sommes dans un monde fini et qu'il faut changer le logiciel politique fondé sur les vieilles idéologies productivistes. C'est bien ce que disaient les jeunes ce matin ».



17 décembre

Ou comment les dirigeants veulent étouffer les voix de la Société Civile.

« Le climat s'alourdit à Copenhague et les manifestations sont de plus en plus sévèrement réprimées (hélicoptères, chiens, tirs à bout portant de gaz lacrymogènes). Au *Bella Center* de nombreuses associations accréditées se voient retirer leur accréditation ; il s'agit de faire place nette pour les chefs d'état. Une manifestation a été décidée qui tourne vite à l'orage avec des interventions musclées policières et de très nombreuses arrestations. Des centaines d'arrestations, une violation des droits de l'homme caractérisée, une répression qui, depuis 3 jours se concrétise par des descentes dans les locaux d'organisations alternatives, des arrestations préventives de leaders de mouvements non violents (l'un d'eux a été inculpé en comparution immédiate et à huis clos pour incitation à l'émeute alors qu'il finissait un discours prônant la non violence), deux « désobéissants » français venus en bus sont expulsés.

Ce matin, Copenhague est revêtue d'un beau manteau de neige virginal, beaucoup de bus ne fonctionnent pas, la ville est quasiment en état de siège, M. Obama est attendu. Mais cela n'empêche pas l'association des activistes de continuer, comme tous les jours depuis le début du sommet, de préparer des énormes gamelles de soupe aux bons légumes bio qu'ils cultivent eux mêmes. Ils ont suivi les manif pour nous permettre de tenir le coup sous la neige et dans le chaos en nous réchauffant le corps et le cœur. »

Sylvie Voillemin
Attac Pays Basque

<http://www.local.attac.org/paysbasque>

• **Mardi 12 janvier de 19 h à 21 h, à la Taverne de l'Atalante à Bayonne :**

ATTAC Café : « Retour de Copenhague » avec Sylvie Voillemin et Audrey Boissier

QU'UN SEUL TIENNE ET LES AUTRES SUIVRONT

UN FILM DE LÉA FEHNER

AVEC ce film, Léa Fehner, jeune cinéaste de 28 ans, réalise son premier long métrage, sélectionné à Cannes et récompensé par le Prix Michel d'Ornano à Deauville.

« Qu'un seul tienne et les autres suivront... » un beau titre qui sonne comme un défi au malheur.

Le malheur, la mouise, le chagrin, autant de balises sur le chemin de la prison. La prison, Léa Fehner connaît bien, elle y fut visiteuse.

Dans son film, la cinéaste croise l'histoire de trois personnages qui évoluent sans se connaître. La prison est le point d'orgue de ces existences tourmentées, la caisse de résonance de toutes les violences subies, et parfois un lieu de rédemption.

Il y a Laure, adolescente déguingandée, joueuse de football, touchante et naïve, d'un « bon » milieu. Dans le bus, un soir, elle se laisse charmer par la faconde d'Alexandre, un peu voyou, révolté sûrement. Léa Fehner décrit avec beaucoup de sensibilité cet état de grâce d'un amour naissant.

Les amoureux déambulent dans Marseille, témoins volon-

taires des turpitudes politiques, avec une scène d'expulsion de sans-papiers par la police.

Alexandre est arrêté, se retrouve en prison.

Il y a Zohra. Son fils a été assassiné. Obstinée, douloureuse, elle veut comprendre. Elle quitte l'Algérie, s'installe à Marseille, s'infiltré dans la famille de l'assassin et parvient à lui rendre visite en prison.

Il y a Stéphane, un « loser », harcelé par sa mère, dominé par sa compagne. Un marché s'offre à lui, proposé par un inconnu au hasard d'une rencontre : prendre la place en prison de son ami condamné à une longue peine et auquel il ressemble trait pour trait.

C'est peut-être l'histoire la moins convaincante du film.

Avec pourtant une justesse de ton sur l'âpreté des rapports de classe, la violence de la domination du fort sur le faible.

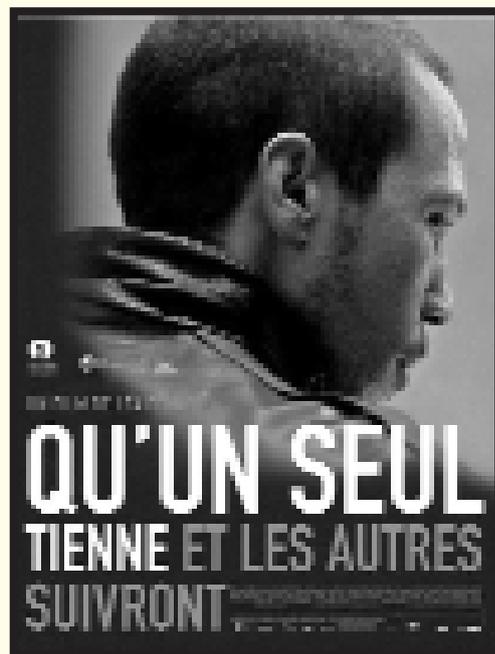
Chaque personnage connaît une descente aux enfers qui trouve une expression magistrale dans les scènes de parloir à la prison.

Chaque personnage compose avec l'adversité qui l'accable. L'amour de Laure et d'Alexandre ne résistera pas à la rudesse de la détention. La question lancinante de Zohra, sur la mort de son fils peut-elle trouver une réponse ?

Pour Stéphane, une ambiguïté subsiste... Il endosse l'identité d'un autre et prend sa place en prison, traîtrise de l'alter ego ou choix délibéré ?

Le film très touffu repose sur l'interprétation magistrale des acteurs et aurait sans doute gagné à plus de concision. Néanmoins un premier film très prometteur.

Avec Farida Rahouadj (Zohra), Reda KATEB (Stéphane), Pauline Etienne (Laure), Vincent Rottiers (Alexandre), Dinara Droukhova (Elsa).



arc • en • ciel
ortzadar

Tél / Fax : 05 59 31 85 82 — Courriel : ortzadar @ bigfoot.com



Abonnement à ORTZADAR
Bimestriel - 1 an : 13€
De soutien : 18€

NOM, Prénom

Adresse

CP..... Ville

Bulletin à retourner à :
B.P. 90080 - Mouguerre - 64990 St-Pierre d'Irube

Ortzadar - Alternative Pays Basque

est édité par l'association loi 1901 du même nom

Commission paritaire n° 0711 G 88241

Directeur de la publication : Jean-Maurice FAYE

Mise en page et illustrations : José-Antonio AGUIRRE

Imprimé sur les presses de l'imprimerie Artisanale à Bayonne

